
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1922.

Proposition de loi

organisant le district métropolitain de Bruxelles.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La proposition de loi dont nous saisissons le Parlement est sortie des délibérations d'une commission intercommunale, constituée à l'initiative du Conseil communal de Saint-Gillis et dans laquelle toutes les communes de l'agglomération bruxelloise étaient représentées par trois délégués.

*
* *

La caractéristique du Projet, ce qui le différencie des propositions qui, depuis 1853, furent successivement soumise au Parlement ou tout au moins à l'opinion publique, c'est qu'il n'est pas inspiré par l'intérêt local de telle ou telle partie de l'agglomération, mais par les intérêts communs de tout le vaste ensemble urbain que constituent les 16 communes dont les bourgmestres se réunissent périodiquement en conférence officieuse.

Il n'en pouvait être autrement, puisque l'assemblée qui l'a préparé compte des représentants de toutes les communes-faubourgs, des plus riches comme des plus pauvres, de celles dont le territoire, entièrement bâti, est aussi peuplé que la capitale et de celles qui possèdent encore de vastes territoires à mettre en valeur, voire même encore consacrés pour de longues années à la culture.

*
* *

Jusqu'ici, il n'a guère été parlé de l'organisation administrative de l'agglomération, mais uniquement de l'annexion des faubourgs à la ville de Bruxelles.

La réunion de toute l'agglomération en une seule commune paraît devoir mettre en péril l'autonomie communale. On conçoit difficilement qu'un gouvernement

quel qu'il soit, consente à laisser au magistrat d'une capitale de près d'un million d'habitants (le septième de la population totale du pays), les pouvoirs considérables que notre tradition nationale accorde à l'autorité communale. Nous aurions à redouter l'institution sous une forme ou sous une autre, d'un préfet de police, fonctionnaire d'État tenant en tutelle l'administration élue de la cité.

Nous ne pouvons donc nous rallier à l'idée de fusionner, en une seule commune, les seize cités qui constituent aujourd'hui l'agglomération et auxquelles viendront se joindre demain d'autres communes qui se développent déjà à côté du groupement urbain central.

Mais nous sommes frappés par contre de voir combien se multiplient, depuis quelques années, les organismes intercommunaux créés pour des objets spéciaux et que gèrent en commun, au mieux des intérêts de tous, des délégués des diverses administrations locales.

*
* *

Ces considérations nous ont amenés à préconiser l'adoption d'un système fédératif analogue à celui de la ville de Londres, où l'on a renoncé à la centralisation pour organiser 28 communes autonomes, auxquelles se superpose un Conseil commun chargé de traiter ce qui est d'intérêt métropolitain.

Nous constatons qu'à côté des questions d'intérêt communal, qui existent dans les communes de l'agglomération bruxelloise comme dans toutes les autres communes du pays, la contiguïté des territoires bâtis, la communauté de vie sociale, économique et intellectuelle, la similitude des besoins ont fait naître une série de questions d'intérêt intercommunal, pour lesquelles il n'existe point, dans nos lois, d'organe administratif.

Cet organe, nous le créons, sous la forme d'un Conseil métropolitain, formé de délégués des Conseils communaux et fonctionnant lui-même comme un Conseil communal commun à l'agglomération, mais n'ayant pour attributions que ce qui est d'intérêt intercommunal.

Nous permettons que le domaine de son activité s'accroisse, s'il est utile, par délégations successives des Conseils communaux et nous prévoyons la possibilité de venir à bout des résistances égoïstes d'une minorité particulariste.

A cet organisme commun nous donnons comme ressources des contributions à payer par les différentes communes en proportion de leur richesse, c'est-à-dire de leur capacité fiscale, créant ainsi pour tout ce qui est d'intérêt commun, la solidarité économique des communes agglomérées et obligeant les plus riches à payer plus que les pauvres. Nous permettons, en outre, au Conseil métropolitain de se créer, s'il est nécessaire, des ressources directes, par la perception de taxes spéciales.

Nous prévoyons le mode de règlement de conflits éventuels, soit entre les communes, soit entre l'organisme central et une commune.

Enfin, nous envisageons l'avenir : le développement de l'agglomération urbaine n'est pas arrivé à son terme. Demain, d'autres communes, limitrophes du district, deviendront urbaines à leur tour. Il ne faudra pas pour leur permettre de participer à la vie de la cité, mettre en mouvement l'appareil législatif puisqu'il

ne s'agira pas de modifier des limites territoriales, et si le district et la commune voisine sont d'accord, un simple arrêté royal suffira à consacrer cet accord et à faire entrer le nouveau faubourg dans l'organisation métropolitaine.

Le texte que nous avons élaboré nous paraît avoir une qualité essentielle. C'est qu'il crée une organisation souple, perfectible et progressive et permet de résoudre ainsi définitivement le problème qui se pose non seulement à Bruxelles, mais dans une série de villes de Belgique.

Si les appréhensions que nous éprouvons à l'égard d'une centralisation trop complète sont vaines, si à l'expérience on constate que la bureaucratie n'administre pas plus mal que les conseils élus, si les quartiers excentriques ne sont pas trop négligés, si un courant réel vers l'unité administrative se remarque dans le corps électoral et dicte sa volonté aux élus, la voie est ouverte. Une à une les attributions des Conseils communaux passeront au Conseil de district, et les premiers se verront bientôt réduits au rôle de Collèges électoraux du second degré, que l'on supprimera si on les juge inutiles.

Mais si, au contraire, on constate que bien de choses doivent être gérées ou administrées localement, si même on en vient à trouver pratique de confier aux Conseils locaux le soin d'assurer l'application, dans les différents domaines, de dispositions générales arrêtées par le Conseil de district, on sera heureux de n'avoir pas fait table rase d'une organisation séculaire, qui a fait la grandeur des communes belges, qui a joué dans notre histoire un rôle de tout premier plan et qui, hier encore, au cours de la guerre mondiale, a fourni à notre population, écrasée sous le joug de l'occupant, les foyers de résistances patriotiques qui lui ont permis de garder la fière attitude dont on nous félicite à juste titre.

XAVIER DEBUE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1922.

WETSVOORSTEL

tot inrichting van het metropolitaansch district van Brussel.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, dat wij aan het Parlement onderwerpen, is de vrucht van de beraadslagingen eener intercommunale commissie, welke op het initiatief van den gemeenteraad van Sint-Gillis werd ingesteld en waarin al de gemeenten van de Brusselsche agglomeratie door drie afgevaardigden vertegenwoordigd waren.

Wat dit ontwerp kenmerkt, wat het onderscheidt van de voorstellen welke sedert 1853 achtereenvolgens onderworpen werden aan het Parlement of althans aan de volksmeening, is het feit, dat het ingegeven is niet door het plaatselijk belang van dit of gene gedeelte der agglomeratie, maar wel door de gemeenschappelijke belangen van geheel den omvangrijken stedelijken kring, die de 16 gemeenten omvat, waarvan de burgemeesters op gezette tijden half-ambtelijke vergaderingen houden.

Dit kon niet anders, vermits de vergadering, welke het voorbereidde, vertegenwoordigers heeft in al de voorstad-gemeenten, in de rijkste zoowel als in de armste, in de gemeenten welke geheel bebouwd grondgebied even bevolkt is als de hoofdstad, zoowel als in die, waar nog uitgestrekte gronden liggen, die wachten op gebouwen of zelfs nog voor langen tijd aan den landbouw zullen besteed worden.

*
* *

Tot nu toe was er schier geen sprake van de bestuursinrichting der agglomeratie, doch enkel van de aanhechting der voorsteden aan de stad Brussel.

De vereeniging van gansch de agglomeratie tot eene enkele gemeente schijnt een gevaar te moeten zijn voor de zelfstandigheid der gemeenten. Bezwaarlijk begrijpt men, dat om 'leven welke Regeering erin toestemme, aan den magistraat van eene hoofdstad met schier een millioen inwoners (1/7 van geheel de bevolking van het

land) de uitgestrekte bevoegdheden te laten, welke, in overeenstemming met 's Lands traditie, aan de gemeenteoverheid zijn toegekend. Wij zouden, onder dezen of genen vorm, de aanstelling te duchten hebben van een politieprefect, ambtenaar van den Staat, die het door de stad verkozen bestuur onder voogdij houden zou.

Wij kunnen ons dus niet aansluiten bij de gedachte, waardoor tot eene enkele gemeente worden vereenigd de zestien gemeenten, die heden ten dage de agglomeratie uitmaken en waarbij eerlang nog andere gemeenten, welke zich reeds nevens de stedelijke hoofdgroep ontwikkelen, zullen worden gevoegd.

Wij zijn echter getroffen door het feit dat er sedert enkele jaren, steeds meer intercommunale instellingen met bijzondere doeleinden tot stand komen, welke instellingen door afgevaardigden van de verscheidene plaatselijke besturen in onderling overleg werden beheerd zoo goed mogelijk in ieders belang.

*
**

Deze beschouwingen hebben er ons toe gebracht, de aanneming voor te staan van een federatief stelsel in den aard van dat der stad Londen, waar men van de centralisatie heeft afgezien om 28 zelfstandige gemeenten op te richten, waarboven staat een Gemeene Raad, belast met de behandeling der gemeenschappelijke belangen.

Wij stellen vast dat, benevens de vraagstukken van gemeentelijk belang, welke zich in de gemeenten der Brusselsche agglomeratie voordoen evenals in de overige gemeenten van het land, eene reeks vraagstukken van intercommunaal belang, waarvoor in onze wetten geen bestuursinstelling is voorzien, te berde kwam wegens de belending van de bebouwde grondgebieden, het gemeenschappelijk sociaal, economisch en intellectueel leven en de overeenstemmende behoeften.

Deze instelling brengen wij tot stand in den vorm van een Metropolitaanschen Raad, samengesteld uit afgevaardigden van de Gemeenteraden en zelf optredende als een Gemeenteraad die gemeenschappelijk is voor de agglomeratie, doch alleen voor intercommunale zaken bevoegd is.

Wij laten toe dat, zoo het nuttig wordt geacht, het gebied van zijne bedrijvigheid uitgebreid worde door middel van achtereenvolgende opdrachten van de gemeenteraden, en wij zien de mogelijkheid te ontmoeten om den zelfzuchtigen weerstand van eene particularistische minderheid te overwinnen.

Als geldmiddelen bezorgen wij aan deze instelling bijdragen, door de verschillende gemeenten te betalen in verhouding tot hun vermogen, m. a. w. tot wat zij als belastingen kunnen opbrengen; aldus vestigen wij, voor al wat gemeenschappelijk belang is, de economische samenhoorigheid der vereenigde gemeenten en verplichten wij de rijkste meer te betalen dan de arme. Daarenboven laten wij den Metropolitaanschen Raad vrij, zich desnoods rechtstreeks geldmiddelen te verschaffen door het innen van bijzondere heffingen.

Wij voorzien de wijze van regeling van mogelijke geschillen, hetzij onder de gemeenten, hetzij tusschen de centrale instelling en eene gemeente.

Ten slotte, zien wij de toekomst te ontmoeten: de uitbreiding van de stedelijke agglomeratie heeft nog geen eind genomen. Eerlang zullen andere aangrenzende

gemeenten van het district zich op hunne beurt bij het stadsgedeelte voegen. Om aan deze toe te laten deel te nemen in het stadsleven, zal het niet noodig zijn gansch het welgevend tuig in werking te brengen, vermits er geen sprake zal zijn van grenswijziging; zoo het district en de naburige gemeente het eens zijn, zal een eenvoudige koninklijke besluit volstaan om deze overeenkomst te bekrachtigen en de nieuwe voorstad in den metropolitaansche kring op te nemen.

De door ons ontworpen tekst schijnt ons toe, deze hoofdzakelijke eigenschap te bezitten : hij brengt eene instelling tot stand, die lenig is, die verbeterd en ontwikkeld kan worden en toelaat het vraagstuk, dat niet enkel in Brussel maar in tal van Belgische steden wordt gesteld, voorgoed op te lossen.

Zijn wij ten onrechte beducht voor eene al te volledige centralisatie, wordt door de ervaring vastgesteld dat het bestuur der bureelen niet slechter is dan dat der gekozen raden, worden de buiten liggende wijken niet te veel veronachtzaamd, ontstaat er in het kiezerskorps eene merkelijke strooming naar de bestuurseenheid en legt zij haar wil aan de gekozenen op, dan ligt de baan open. Achtereenvolgens zullen de bevoegdheden van de Gemeenteraden tot den Districtsraad overgaan, en de rol der eersten zal weldra worden beperkt tot die van kiescolleges van den tweeden graad welke, zoo het noodig wordt geacht, zullen wegvallen.

Stelt men echter vast, dat vele zaken, ter plaatse moeten worden beheerd en bestuurd, bevindt men zelfs dat, practischerwijs, aan de plaatselijke Raden de zorg moet worden toevertrouwd om, in de verschillende richtingen, de algemeene door den Districtsraad genomen schikkingen te doen toepassen, dan zal men het als een heilzaam feit aanzien, eene eeuwenoude inrichting niet te hebben weggeruimd die de grootheid der Belgische gemeenten heeft uitgemaakt, die in onze geschiedenis eene rol van allereerste belang heeft gespeeld en die, nog in de jongste tijden, gedurende den wereldoorlog, aan onze bevolking, verpletterd onder het juk van den bezetter, de middelen tot vaderlandlievend weerstand heeft verschaft, waardoor de bevolking de fiere houding kon aannemen, waarmee ons terecht geluk wordt gewenscht.

XAVIER DE BUE.
